

EDMOND MICHELET

(1899-1970)

Valeur : 0,80 F + 0,20 F
Couleurs : bleu hirondelle, bleu azur
50 timbres à la feuille



Dessiné et gravé en taille-douce
par Pierre GANDON
Format vertical 22 x 36
(dentelé 13)

VENTE

anticipée, le 22 février 1975, à PARIS et BRIVE-LA-GAILLARDE (Corrèze);

générale, le 24 février 1975.

La série des Personnages célèbres se poursuit sur un visage qui est bien celui d'un témoin de son temps et sur une existence qui tient son unité de sa présence en toutes les péripéties contemporaines.

Edmond Michelet menait à Brive une existence d'agent commercial, mais un humanisme chrétien et un socialisme nourri des idées de Péguy en faisaient déjà un animateur des Équipes sociales.

Il avait la quarantaine, quand l'Occupation le poussa à entrer dans le groupe « Liberté », puis dans le mouvement « Combat », où il prit une part importante à l'organisation de la Résistance. Déporté à Dachau, il sut, par une assistance active et une aide morale, soigner ses compagnons et leur rendre espoir.

Fervent gaulliste dès cette époque, il le resta jusqu'à sa mort : c'est ainsi que l'ardent militant devint, à la Libération, député de la Corrèze, puis Ministre des Armées, et participa à la fondation de rassemblements politiques.

Il entra ensuite au Conseil de la République, et une délégation à l'ONU l'envoya en mission en Indochine et

en Chine. Ne se sentant pas écouté dans le débat sur l'Algérie, il se retira un temps; puis, convaincu qu'un seul homme pouvait dénouer le conflit, il fut de ceux qui favorisèrent le retour au pouvoir du Général de Gaulle.

Il était de nouveau titulaire d'un Ministère, celui des Anciens combattants, quand il se vit confier de délicates missions, où se déployèrent ses qualités de médiateur, comme ensuite dans son poste de Garde des Sceaux.

Il occupa encore de hautes fonctions, notamment au Conseil constitutionnel, au Mouvement international des Responsables chrétiens, à l'Association France-Algérie, à la Fonction publique, aux Affaires culturelles, avec le titre de Ministre d'État : une pénible affection pulmonaire ne l'empêchait pas d'assumer ses tâches avec une grande puissance de travail et un sens profond de l'équité.

A la fin de 1970, s'éteignit à Marcillac, en son havre de la Corrèze, ce « juste de la politique », qui voua sa vie à la maintenance d'un noble idéal, où fusionnaient, dans l'orthodoxie des convictions religieuses et civiques, l'aspiration à la justice sociale et le souci de la grandeur et de l'indépendance de son pays.

